



Assemblée générale

Distr. générale
10 août 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 116 de l'ordre du jour provisoire*

Gestion des ressources humaines

Emploi de retraités

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport a été établi en application des sections VI et VII de la résolution 57/305 de l'Assemblée générale, en date du 15 avril 2003, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-neuvième session sur l'emploi d'anciens fonctionnaires retraités, en indiquant notamment quels sont les critères de sélection pour les postes de la catégorie des administrateurs, le nombre de personnes engagées pour une durée supérieure à deux ans et le nombre de retraités occupant des postes où ils sont amenés à participer à la prise de décisions, en particulier en ce qui concerne les nominations et les promotions au Secrétariat et dans les opérations hors Siège, ainsi que les cas dans lesquels des retraités sont chargés de responsabilités de représentation auprès d'organes intergouvernementaux, et contenant des informations sur les dérogations à la règle fixant l'âge de départ à la retraite.

Le présent rapport répond aussi à la demande formulée par l'Assemblée générale à l'alinéa f) de sa décision 51/408 du 4 novembre 1996, en vertu de laquelle le Secrétaire général doit lui présenter tous les deux ans un rapport portant sur l'emploi de retraités, sous tous ses aspects, notamment en vue de la révision éventuelle des limites spécifiées quant à la rémunération annuelle des retraités réemployés, et renfermant des informations sur les retraités recrutés pour des périodes de courte durée, dans quelque catégorie et à quelque classe que ce soit, ou employés en vertu de contrats de louage de services. Le rapport, qui porte sur la période 2002-2003, contient aussi des informations sur l'emploi d'anciens fonctionnaires âgés de 55 ou plus qui ont opté pour le versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits à pension.

* A/59/150.

I. Introduction et définitions

1. En vertu de l'alinéa f) de la décision 51/408 de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1996, le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée, tous les deux ans, un rapport sur l'emploi de retraités sous tous ses aspects, notamment en vue de la révision éventuelle des maxima annuels de la rémunération, renfermant des informations sur les retraités recrutés pour des périodes de courte durée, dans quelque catégorie et à quelque classe que ce soit, ou employés en vertu de contrats de louage de services.

2. Selon la définition proposée par le Secrétaire général dans son rapport du 20 octobre 1998 (A/53/526) et approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/221 du 7 avril 1999, le terme « retraité » désigne « un ancien fonctionnaire âgé de 55 ans au moins qui, comptant une période de service supérieur à cinq ans, perçoit une pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ».

3. Cette définition comprend tous les fonctionnaires âgés de 60 ans au moins (ou de 62 ans dans le cas des fonctionnaires entrés au service de l'Organisation après le 1^{er} janvier 1990) et titulaires d'une nomination à titre permanent, qui ont quitté l'Organisation en vertu d'une décision administrative de mise à la retraite. Elle comprend également tous les autres fonctionnaires âgés de 55 ans au moins, pour la plupart titulaires de nomination d'une durée déterminée, qui remplissent les conditions voulues pour percevoir, et qui perçoivent effectivement une pension de retraite, même s'ils ont cessé leur service en vertu d'une décision administrative mettant fin à leur engagement ou d'une décision de mise à la retraite anticipée. Sont exclus les anciens fonctionnaires qui ne perçoivent pas de pension de retraite de la Caisse des pensions, par exemple ceux qui ont opté pour le versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits. Sont exclues également les personnes qui n'étaient pas fonctionnaires avant l'âge de 60 ans et qui étaient âgées de plus de 60 ans lors de leur engagement, ainsi que les fonctionnaires qui, ayant dépassé l'âge normal de départ à la retraite, continuent à exercer leurs fonctions, du fait de la prolongation de leur engagement ou d'une nouvelle nomination et continuent de cotiser à la Caisse des pensions.

4. En outre, comme l'avait recommandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 10 de son rapport du 20 novembre 1998 (A/53/691) et comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 53/221, le présent rapport renferme des statistiques concernant toutes les personnes qui, étant parties à la retraite à l'âge de 60 ans ou de 62 ans, ont été rengagées pour une période de six mois ou plus, y compris celles qui ont opté pour le versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits.

5. Suite aux demandes formulées par l'Assemblée générale au paragraphe 5 de la section VI et au paragraphe 2 de la section VII de sa résolution 57/305 du 15 avril 2003, le présent rapport renferme des informations sur les critères de sélection des retraités recrutés à des postes d'administrateur, indique le nombre de retraités réemployés pour des périodes de plus de deux ans et le nombre de retraités occupant des postes où ils sont amenés à participer à la prise de décisions, en particulier en ce qui concerne les nominations et les promotions au Secrétariat et dans les opérations hors Siège, et contient aussi des informations sur les cas où des retraités ont exercé

des fonctions de représentation auprès d'organes intergouvernementaux et sur les dérogations à la règle fixant l'âge de départ à la retraite.

6. Le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, ayant des attributions interinstitutions, ne figure plus dans les rapports concernant le Secrétariat de l'ONU. Le présent rapport exclut donc les cas éventuels de réemploi de retraités par le secrétariat de la Caisse.

7. Des statistiques pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2003 figurent dans les tableaux de l'annexe.

II. Plafonnement de la rémunération annuelle

8. La rémunération des anciens fonctionnaires qui reçoivent une pension de retraite de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies reste plafonnée à 22 000 dollars par année civile en cas de réemploi en dehors des services linguistiques, conformément à la décision 51/408 de l'Assemblée générale. Cette décision fixait à 40 000 dollars par année civile le montant maximum de la rémunération des anciens fonctionnaires réemployés dans les services linguistiques, et limitait à six mois par an la durée de leurs périodes de réemploi.

9. Dans son rapport du 14 octobre 2002 (A/57/469), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, suivant une proposition du Secrétaire général qui tendait à limiter le réemploi de retraités dans les services linguistiques en fixant un nombre maximum de jours de travail plutôt qu'un plafond de rémunération en dollars, avait recommandé une limite de 125 jours de travail par an. Cette recommandation, qui avait pour but d'éviter de fréquentes révisions du plafond en fonction de l'ajustement au coût de la vie des taux journaliers de rémunération, a été approuvée par l'Assemblée générale (résolution 57/305, sect. VI, par. 1).

III. Données statistiques

Observations et analyse

10. Les données statistiques présentées en annexe indiquent que 620 retraités ont été réemployés durant la période 2002-2003, soit 245 (65 %) de plus qu'en 2000-2001, période pour laquelle les chiffres étaient déjà supérieurs à ceux de 1998-1999 (33 cas de réemploi de plus, soit une augmentation de 9,6 %). Le nombre total de jours de travail de retraités est passé de 49 759 en 2000-2001 à 99 201 en 2002-2003, soit une augmentation de 99 %, et le total des rémunérations versées à des retraités est passé dans le même temps de 10,5 millions de dollars, à 26,9 millions soit une augmentation de 156 %.

11. Le tableau 1 de l'annexe indique la répartition par type d'engagement des retraités réemployés, ainsi que des jours de travail à leur actif et des rémunérations qui leur ont été versées. Le tableau 2 présente les données par catégorie/niveau d'engagement; il ressort de ces tableaux que 42 % des retraités réemployés l'ont été dans la catégorie des administrateurs ou dans celle des fonctionnaires de rang supérieur et 25 % dans le Service mobile ou dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées, les autres (32 %) ayant été engagés en vertu de

contrats de louage de services (utilisés pour le recrutement de consultants ou vacataires); le tableau 1 montre que 54 % des retraités rengagés l'ont été pour des périodes de courte durée. La tendance est à l'augmentation de tous les paramètres : ainsi, depuis 1998, le nombre des rengagements a augmenté de 81 %, celui des jours de travail de 86 % et le montant total des rémunérations de 162 %¹. Les figures 1, 2 et 3 illustrent graphiquement l'évolution, pendant la période 1998-2003, de trois paramètres principaux : nombre total de retraités réemployés, nombre total de jours de travail et total des rémunérations.

Figure 1
Nombre de retraités réemployés

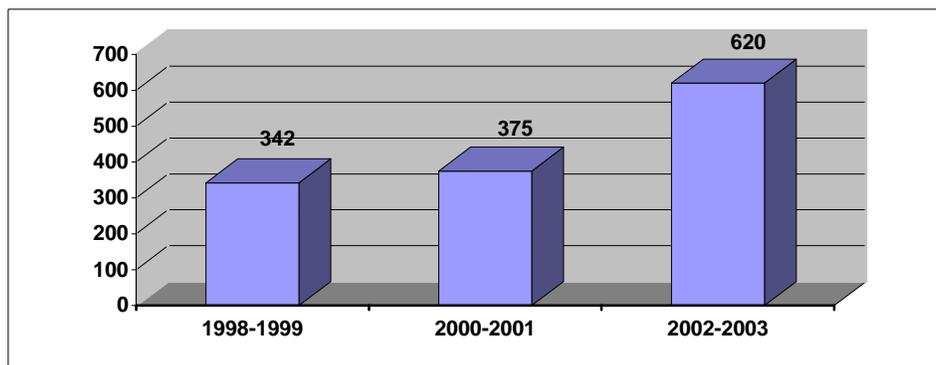
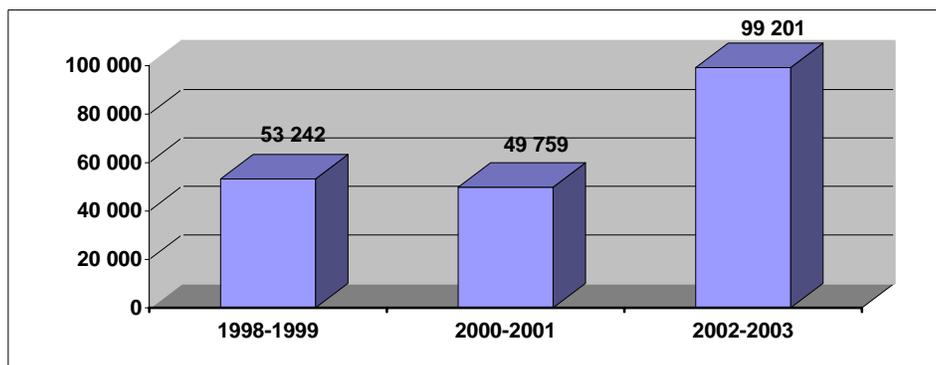
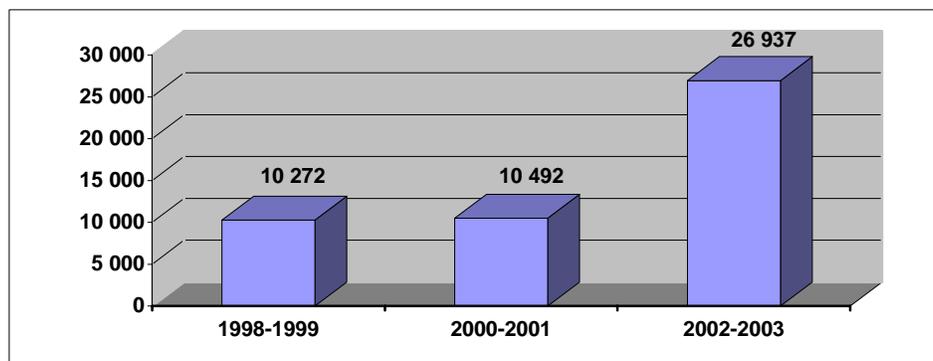


Figure 2
Nombre total de jours de travail à l'actif de retraités réemployés



¹ Ces augmentations tiennent en partie à ce que des données plus complètes peuvent être obtenues sur l'emploi de retraités depuis la mise en service, à la mi-2002, du module du Système intégré de gestion servant à l'établissement des états de paie.

Figure 3
Total des rémunérations versées à des retraités réemployés
 (En milliers de dollars des États-Unis)



12. Le tableau 3 de l'annexe montre que le nombre de retraités employés dans les services linguistiques du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a augmenté par rapport à la période précédente, et qu'avec 220 rengagements (32,5 % du total pour la période 2002-2003), 33 539 jours de travail et des rémunérations totalisant 10,7 millions de dollars, le Département a été le principal utilisateur des services de retraités. L'Office des Nations Unies à Genève vient au second rang avec 71 engagements (10,5 % du total), pour 7 533 jours de travail et des rémunérations totalisant 2,3 millions de dollars. Le Département des affaires économiques et sociales a rengagé 56 retraités (8,3 % du total), pour 5 015 jours de travail et des rémunérations se chiffrant au total à 1,4 million de dollars. Pour faire face à l'augmentation de la demande de services d'appui aux missions, le Département des opérations de maintien de la paix a eu recours à des retraités (38 engagements, soit 5,6 % du total, 9 152 jours de travail et des rémunérations totalisant 3,2 millions de dollars). Dans le cas de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le nombre d'engagements de retraités a été de 47, pour 7 894 jours de travail et un total de rémunérations de 1,1 million de dollars. Le Département de la gestion, le Département de l'information, l'Office des Nations Unies à Vienne, la CNUCED, le Département des affaires politiques, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ont dépensé entre 500 000 et 1 million de dollars pendant la période considérée pour la rémunération des retraités qu'ils ont réemployés.

13. Les raisons de l'augmentation du nombre des retraités rengagés, du nombre de jours de travail à leur actif et du montant total de leurs rémunérations sont de deux ordres : premièrement, dans les principaux lieux d'affectation, le nombre des réunions a augmenté, et donc aussi la demande de services de séance et de services de traitement de la documentation, alors que les départs à la retraite étaient particulièrement nombreux dans les unités administratives concernées. Pour faire face à cette situation, il a fallu recruter parmi les retraités, pour des périodes de durée limitée, du personnel spécialisé tel que traducteurs, interprètes et éditeurs, en attendant que le processus normal de sélection du personnel aboutisse. Deuxièmement, la forte augmentation du volume des activités de maintien de la paix et des activités humanitaires sur le terrain a nécessité le renforcement rapide des services d'appui des départements compétents. De nombreux postes nouvellement

approuvés ont été occupés temporairement par des retraités, cependant que le processus normal de sélection des candidats et de recrutement suivait son cours. Ainsi, le recrutement de retraités ayant l'expérience et les compétences requises a constitué une solution de soudure pour les départements concernés. Dans l'un et l'autre cas, le recours à des retraités est considéré comme le moyen le plus économique de faire face à des besoins à court terme.

14. Il ressort du tableau 4 de l'annexe que 88 nationalités étaient représentées parmi les retraités réemployés en 2002-2003 (13 de plus que pour 2000-2001, soit une augmentation de 17 %). Au nombre des retraités réemployés figuraient 131 ressortissants des États-Unis (21,1 % du nombre total), 59 Français (9,5 %), 49 Égyptiens (7,9 %), 43 Chiliens (6,9 %), 35 ressortissants du Royaume-Uni (5,6 %), 20 Argentins (3,2 %), 17 Chinois (2,7 %), 17 Russes (2,7%), ainsi que 14 Philippins (2,3 %). Les nationaux de 13 pays ont compté pour 69,4 % du nombre total d'engagements, et les retraitées pour 44 %. Les graphiques des figures 4 et 5 illustrent l'évolution de 1998 à 2003 de la proportion de retraitées et du nombre de nationalités représentées parmi les retraités rengagés.

Figure 4
Pourcentage de retraitées

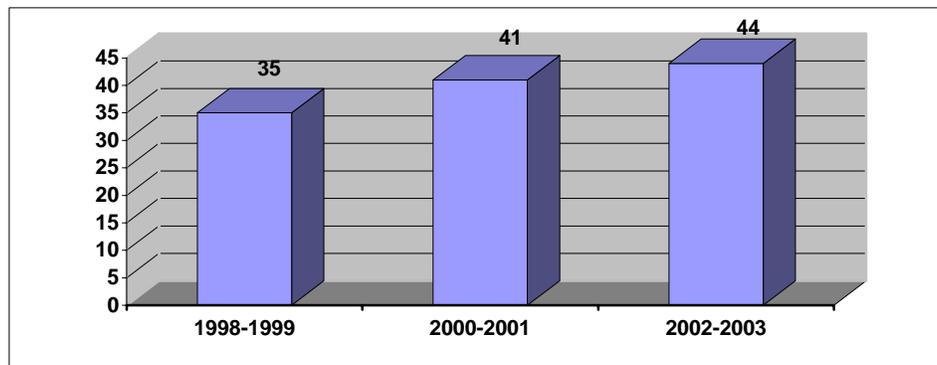
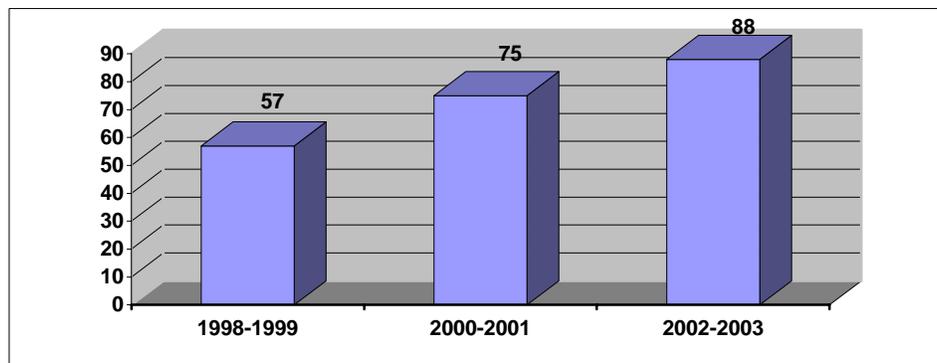


Figure 5
Nombre de nationalités représentées



15. La plupart des retraités réemployés pendant la période 2002-2003 (voir tableau 5 de l'annexe) l'ont été dans l'un des trois grands groupes fonctionnels suivants : services linguistiques (réviseurs et interprètes en particulier) (35 % du nombre total d'engagements); secteur administratif (26 %); affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique (23 %).

16. Les retraités rengagés pendant la période considérée appartenaient pour la plupart à deux groupes d'âge : 60-69 ans (79 %) et 55-59 ans (17 %) (voir le tableau 6 de l'annexe).

17. Les rémunérations versées à des retraités pendant la période 2002-2003 se chiffrent au total à 26,9 millions de dollars, dont 11,8 millions de dollars (43,7 %) pour le personnel linguistique.

18. Pendant la période 2002-2003, aucun retraité n'a été rengagé pour plus de deux ans.

19. Pendant la période biennale 2002-2003, 24 retraités rengagés dans 12 départements ou bureaux² ont occupé des postes où ils étaient amenés à participer à des décisions concernant les nominations et les promotions au Secrétariat. Les critères de rengagement de retraités dans la catégorie des administrateurs et dans celle des fonctionnaires de rang supérieur sont les mêmes que ceux appliqués pour le recrutement des autres fonctionnaires et répondent pleinement aux exigences du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. Le Secrétariat n'a relevé aucun cas où un retraité aurait exercé des fonctions de représentation auprès d'organes intergouvernementaux.

20. Le nombre des dérogations à la règle fixant l'âge de départ à la retraite a été de 149 en 2002 et 166 en 2003. Plus de 35 % de ces dérogations ont été accordées à des fonctionnaires du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et du Bureau de l'appui aux missions du Département des opérations de maintien de la paix. L'instruction administrative ST/AI/2003/8 relative au maintien en fonction au-delà de l'âge normal de départ à la retraite et à l'emploi de retraités, publiée en novembre 2003, est appliquée avec une extrême vigilance, ce qui devrait entraîner une réduction tant du nombre de dérogations que du nombre de retraités réemployés.

IV. Comparaisons avec la période précédente

21. Le nombre des retraités rengagés en 2002-2003 a dépassé de 245 celui des retraités réemployés en 2000-2001, soit une augmentation de 65 %. Les retraités ont aussi été rengagés pour des périodes plus longues, comme l'indique l'augmentation de 99 % du nombre de jours de travail à leur actif. Le total des rémunérations a augmenté de 156 %. La tendance générale depuis 1998 est manifestement à l'augmentation.

² Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Département de la gestion, Cabinet du Secrétaire général, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de l'information, Office des Nations Unies à Genève, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Département des opérations de maintien de la paix, Commission économique pour l'Europe, Bureau des affaires juridiques, Département des affaires politiques et Bureau des services de contrôle interne.

22. Pendant la période 2002-2003, le nombre des retraités rengagés dans la catégorie des administrateurs et dans celle des fonctionnaires de rang supérieur a dépassé de 105 celui relevé pour 2000-2001, et le nombre des retraités réemployés en vertu de contrats de louages de services a augmenté de 104. Dans les services linguistiques, le nombre des retraités rengagés a augmenté de 127 (105,8 %), le nombre de jours de travail à leur actif a été de 20 285 (131,7 %), et le total des rémunérations qui leur ont été versées de 11,8 millions de dollars, contre 4,2 millions de dollars en 2000-2001, soit une augmentation de 180 %. La durée moyenne de service des retraités réemployés dans les services linguistiques est passée de 4,4 mois en 2000-2001 à 4,8 mois en 2002-2003, soit une augmentation de 9 %. Dans les secteurs des affaires politiques, des affaires économiques et sociales, de l'environnement, des affaires humanitaires, des services consultatifs et de l'assistance technique, le nombre des retraités rengagés a augmenté de 117 (254 %) par rapport à 2000-2001, le nombre des jours de travail à leur actif s'est accru de 19 376 (392 %) et le total des rémunérations qui leur ont été versées a augmenté de 5,7 millions de dollars (630 %). Le coût journalier moyen des services fournis par les retraités dans ces secteurs est passé en 2002-2003 à 270 dollars, contre 182 dollars en 2000-2001. Dans le secteur administratif, le nombre des retraités rengagés n'a pratiquement pas varié depuis la fin de 2001; cependant, le nombre des jours de travail à leur actif a augmenté en 2002-2003 de 7 981 (40 %) par rapport à 2000-2001, et le total de leurs rémunérations de 2,6 millions de dollars (81 %). Dans les autres secteurs, le nombre des retraités rengagés a augmenté de 45 (74 %) en 2002-2003 par rapport à la période précédente, le nombre des jours de travail à leur actif s'est accru de 1 800 (19,3 %) et le total de leurs rémunérations de 580 000 dollars (27 %). La proportion de retraités rengagés a augmenté de 3 points de pourcentage, passant de 41 % en 2000-2001 à 44 % en 2002-2003. Cette augmentation est plus modeste que celle relevée entre la période 1998-1999 et 2000-2001.

23. Le nombre des nationalités représentées parmi les retraités rengagés a augmenté de 14 en 2002-2003 par rapport à 2000-2001, et le nombre des départements et bureaux ayant réemployé des retraités a aussi augmenté, passant à 34. Le total des rémunérations versées à des retraités ressortissants des États-Unis a augmenté en 2002-2003 de 4,3 millions de dollars par rapport à 2000-2001. Le total des rémunérations a augmenté de 1,8 million de dollars dans le cas des retraités égyptiens et de 1,4 million de dollars dans celui des retraités français.

24. Le coût moyen de la période de rengagement est passé de 26 765 dollars en 2000-2001 à 39 497 dollars en 2002-2003. Le coût journalier moyen des services des retraités réemployés en 2002-2003 s'établit à 277 dollars, contre 211 dollars pour 2000-2001, soit une augmentation de 29 %.

V. Analyse des statistiques concernant le réemploi pour six mois ou plus d'anciens fonctionnaires âgés d'au moins 55 ans ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits

25. L'article 31 du Règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies prévoit un versement de départ au titre de la liquidation des droits payable aux participants à la Caisse qui, à la date de leur cessation de service, n'ont

pas atteint l'âge normal de la retraite ou, bien qu'ayant atteint ou dépassé cet âge, n'ont pas droit à une pension de retraite. Le montant du versement de départ est égal à celui des cotisations versées à la Caisse par le participant si sa période d'affiliation est d'une durée inférieure à cinq ans ou au montant de ses cotisations majoré de 10 % par année en sus de cinq, à concurrence d'un maximum de 100 %, si sa période d'affiliation dépasse cinq ans.

26. Pour la période 2002-2003, le nombre des anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation de leurs droits qui ont été rengagés est de 57, le nombre des jours de travail à leur actif de 14 323, et le total de leurs rémunérations de 3,8 millions de dollars. Les statistiques les concernant figurent dans les tableaux 7 à 12 de l'annexe.

27. Parmi ces 57 anciens fonctionnaires, 48 % ont été rengagés dans la catégorie des administrateurs ou celle des fonctionnaires de rang supérieur, et 27 % dans le Service mobile, la catégorie des services généraux et les catégories apparentées. Les 25 % restants ont été engagés en vertu de contrats de louage de services. Ces anciens fonctionnaires ont été engagés par 18 départements ou bureaux, les plus gros employeurs étant le Département des opérations de maintien de la paix (15 rengagements, soit 24 % du nombre total) et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (14, soit 22 % du total). Les 57 anciens fonctionnaires rengagés se répartissent entre 25 nationalités. Le nombre des anciens fonctionnaires rengagés a été d'au moins 2 pour 7 pays³ (28 %) et la proportion de femmes a été de 35 %. Comme indiqué plus haut, le nombre de jours de travail à l'actif des anciens fonctionnaires considérés a été de 14 323, et le total de leurs rémunérations, de 3,8 millions de dollars.

28. Quarante-deux pour cent des anciens fonctionnaires considérés ont été réemployés dans les domaines suivants : affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, aide humanitaire, services consultatifs, assistance technique et services analogues (ils ont accompli 6 198 journées de travail et leurs rémunérations ont totalisé 1,7 million de dollars); 26 % d'entre eux ont été rengagés dans le secteur administratif (3 534 jours de travail, 600 000 dollars); enfin, 20 % d'entre eux ont été rengagés dans les services linguistiques (3 329 jours de travail, 1 million de dollars). Environ 57 % de ces anciens fonctionnaires se situaient dans le groupe d'âge 55-59 ans, et 40 % dans le groupe d'âge 60-69 ans.

VI. Comparaison entre l'emploi de retraités et l'emploi d'anciens fonctionnaires âgés d'au moins 55 ans et ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits qui ont été rengagés pour six mois ou plus

29. Le nombre des anciens fonctionnaires âgés d'au moins 55 ans ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits qui ont été réemployés pendant la période considérée représente 10 % du nombre total de personnes rengagées pendant la période. Le nombre de jours de travail à leur actif représente 14 % du total, et leurs rémunérations 12 % du total. Moins nombreux que les

³ États-Unis, Royaume-Uni, Fédération de Russie, France, Australie, Suède et Canada.

retraités, ils ont travaillé dans un nombre plus restreint de départements et bureaux et les nationalités représentées parmi eux sont moins diverses. Leur répartition par grand secteur d'activité est presque identique à celle des retraités.

VII. Recommandation

30. **L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport.**

Annexe

Tableaux statistiques : emploi de retraités, 2002-2003

	<i>Page</i>
Tableau 1. Emploi de retraités, par type d'engagement	12
Tableau 2. Emploi de retraités, par niveau/catégorie	12
Tableau 3. Emploi de retraités, par entité	13
Tableau 4. Répartition par nationalité et par sexe des retraités rengagés pendant la période 2002-2003	14
Tableau 5. Emploi de retraités, par fonction, 2002-2003	18
Tableau 6. Retraités rengagés en 2002-2003, par groupe d'âge	22
Tableau 7. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par type d'engagement	23
Tableau 8. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par niveau/catégorie	23
Tableau 9. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par entité	24
Tableau 10. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par nationalité et par sexe, 2002-2003	25
Tableau 11. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par fonction, 2002-2003	26
Tableau 12. Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par groupe d'âge, 2002-2003	28

Notes explicatives

Le nombre de jours de travail est arrondi à la dizaine la plus proche. Le montant des rémunérations est arrondi au millier de dollars le plus proche.

Le présent rapport s'appuie sur les données de référence suivantes : 620 retraités employés en 2002-2003, pour un total de 99 201 jours de travail, représentant des dépenses d'un montant de 26,9 millions de dollars.

La base de données indique le nombre des personnes rengagées chaque année au cours de la période considérée. Les disparités qui peuvent apparaître entre les totaux des tableaux sont dues à la prise en compte de paramètres différents. De même, pour le nombre d'engagements, le total des chiffres indiqués par département peut être supérieur au total de référence parce que certains retraités ont été employés dans plus d'un département au cours de la période considérée. Les données concernant le nombre de retraités par nationalité et par tranche d'âge sont celles qui se rapprochent le plus des données de référence car il est rare qu'une même personne soit comptabilisée sous plusieurs nationalités ou tranches d'âge.

Le présent rapport contient des données plus élaborées que le précédent sur les retraités employés pour des périodes de courte durée en vertu d'un « contrat-cadre ». Cette amélioration permet de présenter des données sur le nombre effectif de journées de travail à l'actif de ces personnes plutôt que le nombre de jours de travail compris dans la période couverte par le contrat-cadre, comme c'était le cas précédemment.

Tableau 1
Emploi de retraités, par type d'engagement

Type d'engagement	Nombre de retraités rengagés ^a			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations ^b		
	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
Engagement de durée déterminée	42	40	66	12 927	7 912	20 839	3 443	2 074	5 517
Engagement de durée intermédiaire	1	3	4	578	1 186	1 764	226	438	663
Engagement de durée limitée	9	3	12	2 987	874	3 861	929	347	1 276
Engagement à titre permanent	1	–	1	122	–	122	39	–	39
Engagement de courte durée	260	297	370	24 469	27 106	51 575	7 648	8 483	16 131
Contrat de consultant	85	105	148	6 482	7 863	14 345	1 092	1 341	2 432
Contrat de vacataire	47	54	81	2 671	4 024	6 695	394	484	878
Total	445	502	682	50 236	48 965	99 201	13 770	13 167	26 937

^a Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (682) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (947) parce que les retraités engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale (682) et les données de référence (620) est due au fait que 62 retraités ont été engagés plusieurs fois.

^b En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 2
Emploi de retraités, par niveau/catégorie

Niveau/catégorie	Nombre de retraités par catégorie ^a			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations ^b		
	2002	2003	2000-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
Sous-Secrétaire général ou Secrétaire général adjoint	1	–	1	371	–	371	249	–	249
Agent des services généraux ou du Service mobile	110	118	166	16 061	13 065	29 126	3 089	2 543	5 631
Administrateur et directeur	201	224	280	24 651	24 013	48 664	8 947	8 799	17 746
Consultant/Vacataire	125	152	214	9 153	11 887	21 040	1 485	1 825	3 310
Total	437	494	661	50 236	48 965	99 201	13 770	13 167	26 937

^a Le nombre total des personnes engagées pendant la période biennale (661) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (931) parce que les retraités engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et les données de référence (620) est due au fait que 41 retraités ont été engagés dans plus d'une catégorie.

^b En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 3
Emploi de retraités, par entité

Entité ^a	Nombre de retraités engagés ^b			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations ^c		
	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	165	189	220	15 816	17 723	33 539	4 992	5 673	10 664
Département des opérations de maintien de la paix/Bureau de l'appui aux missions	13	13	24	4 426	2 490	6 916	1 446	950	2 396
ONUG	43	50	71	3 486	4 047	7 533	1 098	1 165	2 263
Département de la gestion ^d	20	20	33	5 391	2 361	7 752	1 350	540	1 890
Bureau de la gestion des ressources humaines	8	10	15	2 052	1 471	3 523	663	294	957
Bureau des services centraux d'appui	6	6	10	1 474	476	1 950	248	147	395
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	6	3	7	1 865	233	2 098	438	78	516
Bureau du Secrétaire général adjoint	–	1	1	–	181	181	–	22	22
Département des affaires économiques et sociales	32	37	56	2 188	2 827	5 015	656	705	1 361
CEPALC	30	38	47	3 710	4 184	7 894	439	616	1 055
Département de l'information	12	19	19	1 662	2 348	4 010	429	620	1 049
Département des opérations de maintien de la paix	10	6	14	1 693	543	2 236	522	233	755
CNUCED	17	19	27	1 636	2 049	3 685	332	325	657
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	7	8	11	1 418	1 124	2 542	412	234	645
Département des affaires politiques	11	9	15	1 619	1 342	2 961	362	279	642
CESAP	14	16	23	1 515	1 239	2 754	428	210	638
ONUV	10	12	15	892	868	1 760	218	260	478
Secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	5	8	9	554	1 042	1 596	168	236	404
Bureau des affaires juridiques	3	2	4	593	318	911	229	106	335
Centre CNUCED/OMC du commerce international	2	12	14	89	814	903	22	225	247
CESAO	1	4	5	29	536	565	9	207	217
Cabinet du Secrétaire général	3	4	7	331	454	785	16	152	167
ONUN	8	2	8	559	142	701	110	34	144
CEE	6	6	9	496	307	803	69	62	131
CEA	5	5	8	481	1 145	1 626	47	78	125
PNUE	4	5	8	131	343	474	34	80	114
COCOVINU	2	1	2	281	58	339	83	24	107

Entité ^a	Nombre de retraités engagés ^b			Nombre total de jours de travail			Total des rémunérations ^c		
	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
BSCI	3	1	4	197	77	274	72	25	97
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	4	5	5	309	92	401	69	25	94
Département des affaires de désarmement	2	2	3	125	104	229	32	20	52
Bureau du Programme Iraq	1	1	2	80	195	275	20	26	47
Commission d'indemnisation des Nations Unies	2	1	2	142	21	163	36	8	44
UNITAR	4	4	7	277	73	350	24	13	38
Services interinstitutions	–	2	2	–	99	99	–	34	34
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	1	–	1	43	–	43	32	–	32
ONUDI	1	–	1	37	–	37	8	–	8
ONU-Habitat	1	–	1	30	–	30	8	–	8
Total	442	501	677	50 236	48 965	99 201	13 770	13 167	26 937

^a Voir la liste des abréviations à la fin de l'annexe.

^b Le nombre total des retraités engagés pendant la période biennale (677) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (943) parce que les retraités engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et les données de référence (620) est due au fait que 57 retraités ont été engagés dans plus d'un département ou bureau au cours de la période biennale.

^c En milliers de dollars des États-Unis.

^d Totaux pour les quatre bureaux du Département.

Tableau 4
**Répartition par nationalité et par sexe des retraités rengagés
pendant la période 2002-2003**

A. Tous secteurs

Pays	Nombre de retraités rengagés	Pourcentage de femmes	Nombre de jours de travail	Total des rémunérations ^d
États-Unis	131	45	23 015	6 058
Égypte	49	18	8 191	2 833
France	59	73	8 546	2 461
Royaume-Uni	35	57	4 647	1 293
Chili	43	51	7 032	1 276
Argentine	20	45	3 574	1 158
Australie	9	67	2 680	819
Chine	17	18	2 167	743
Guyana	6	50	1 578	618
Espagne	13	54	2 140	601
Fédération de Russie	17	35	1 750	560
Philippines	14	79	2 268	421

<i>Pays</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^a</i>
Canada	10	50	1 368	414
Inde	9	22	1 081	384
République arabe syrienne	6	–	968	354
Irlande	6	67	1 280	348
Malaisie	3	–	818	315
Allemagne	10	40	1 253	283
Suisse	12	58	995	268
Nigéria	1	–	401	250
Autriche	8	50	1 262	242
Islande	1	–	541	240
Brésil	2	50	815	225
Uruguay	5	40	1 538	205
Colombie	4	75	536	201
Jordanie	4	–	603	183
Ghana	3	–	649	170
Nouvelle-Zélande	1	–	365	162
Japon	2	50	515	159
Pays-Bas	5	40	625	156
Thaïlande	9	89	1 127	155
Suède	2	–	404	145
Pérou	2	100	423	145
Éthiopie	7	43	1 661	140
Danemark	3	–	435	137
Équateur	3	67	424	137
Belgique	3	33	567	132
Sénégal	2	50	279	122
Bolivie	1	–	365	117
Portugal	2	100	502	115
Tunisie	4	–	306	108
Cuba	1	100	487	105
Zimbabwe	3	33	304	105
Soudan	2	–	251	103
Algérie	2	–	790	100
Bulgarie	2	50	539	93
Antigua-et-Barbuda	2	100	330	86
Pakistan	1	–	268	86
République-Unie de Tanzanie	1	–	224	80
Italie	4	25	220	78
Mexique	4	75	474	77

<i>Pays</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^a</i>
Paraguay	1	100	177	74
Serbie-et-Monténégro	2	50	305	69
Somalie	2	–	159	61
Haïti	1	100	344	60
Libéria	2	–	138	56
Bangladesh	2	–	543	55
Gambie	1	–	181	52
Panama	2	50	382	51
Yémen	1	–	138	45
Mali	1	–	114	42
Trinité-et-Tobago	4	25	268	41
Maurice	1	–	178	40
Barbade	1	–	325	40
Iraq	2	–	300	39
Grèce	3	–	173	35
Cameroun	3	–	115	31
Finlande	3	–	112	30
Pologne	2	50	185	29
Bélarus	1	–	89	29
Ouganda	1	–	310	28
Malte	1	–	87	27
Maroc	1	–	59	27
Chypre	2	–	61	26
Norvège	1	–	90	22
Sri Lanka	1	100	196	22
Israël	2	–	54	20
Jamaïque	1	–	82	19
Honduras	1	100	69	17
Sainte-Lucie	1	100	93	16
République tchèque	1	–	44	14
Îles Salomon	1	–	42	13
Grenade	1	–	95	12
Turquie	1	–	31	10
Venezuela	1	100	22	8
Sierra Leone	1	–	24	6
Croatie	1	–	7	2
Fidji	1	–	28	1
Total	620	44	99 201	26 937

^a En milliers de dollars des États-Unis.

B. Services linguistiques et services connexes

<i>Pays</i>	<i>Nombre de retraités renagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^a</i>
Égypte	46	19,6	7 686	2 599
États-Unis	44	34,1	5 842	1 949
France	36	75,0	5 431	1 735
Chine	14	21,4	1 865	710
Royaume-Uni	16	62,5	1 869	652
Argentine	12	50,0	1 656	603
Fédération de Russie	14	35,7	1 520	525
Espagne	10	70,0	1 590	447
République arabe syrienne	6	–	968	354
Chili	6	66,7	973	295
Colombie	3	100,0	528	198
Canada	3	100,0	542	152
Uruguay	2	100,0	368	150
Australie	2	100,0	599	146
Équateur	3	66,7	424	137
Pérou	1	100,0	363	134
Cuba	1	100,0	487	105
Suisse	3	–	285	103
Irlande	2	100,0	429	92
Portugal	1	100,0	328	83
Tunisie	2	–	187	74
Paraguay	1	100,0	177	74
Antigua-et-Barbuda	1	100,0	167	66
Mexique	2	100,0	229	57
Autriche	2	50,0	194	54
Soudan	1	–	146	48
Yémen	1	–	138	45
Mali	1	–	114	42
Jordanie	2	–	217	36
Algérie	1	–	157	35
Belgique	1	–	82	34
Israël	2	–	54	20
Inde	1	100,0	67	15
Thaïlande	1	100,0	4	1
Total	244	45,1	35 686	11 771

^a En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 5
Emploi de retraités, par fonction, 2002-2003

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^b</i>
Services linguistiques et services connexes			
Dactylographe de conférence	1	15	3
Préparateur de copie	1	82	27
Éditeur	12	2 758	853
Assistant d'édition	4	655	156
Commis d'édition	17	3 366	543
Interprète	50	4 726	1 894
Assistant multilingue (références)	5	947	239
Commis aux références multilingue	1	67	15
Exécuteur des programmes	1	45	24
Correcteur d'épreuve	1	209	77
Réviseur	112	17 844	6 620
Commis au traitement de texte	11	1 534	327
Traducteur	11	1 145	366
Rédacteur de procès-verbaux	20	2 293	626
Total partiel	247	35 686	11 771
Affaires politiques, affaires économiques et sociale, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique			
Assistant administratif	1	261	62
Conseiller	5	886	279
Consultant	20	1 736	300
Spécialiste des affaires civiles	2	544	175
Directeur adjoint	1	122	45
Directeur	1	79	33
Directeur de centre d'information	1	107	42
Rédacteur	9	1 109	76
Économiste	8	732	237
Électricien	1	35	8
Spécialiste de l'énergie	1	21	4
Ingénieur	1	91	30
Spécialiste de l'environnement	2	151	56
Expert	2	163	67
Administrateur de 1 ^{re} classe	4	701	260
Coordonnateur pour les questions relatives aux femmes	1	107	53
Spécialiste des droits de l'homme	1	548	176

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^b</i>
Assistant de l'information	2	140	9
Fonctionnaire de l'information	7	1 956	525
Conseiller régional	2	645	69
Technicien de laboratoire	1	543	9
Chargé de cours	5	167	32
Fonctionnaire chargé temporairement d'une unité administrative	3	654	232
Commissaire de police	1	220	97
Spécialiste des questions politiques	3	842	192
Démographe	1	343	112
Spécialiste des programmes en matière de population	2	139	25
Attaché de presse	1	200	65
Administrateur général	6	2 207	923
Assistant (programmes)	5	503	101
Coordonnateur de programmes	1	365	117
Spécialiste de l'évaluation des programmes	3	373	51
Spécialiste de l'exécution des programmes	16	1 003	246
Gestionnaire de programme	1	100	33
Administrateur de programme	2	81	12
Planificateur de programme	1	181	18
Assistant (protocole)	1	15	4
Réalisateur radio	1	93	25
Conseiller régional	4	992	387
Assistant de recherche	1	172	43
Chercheur	1	30	10
Administrateur de 2 ^e classe	4	522	165
Administrateur de 1 ^{re} classe	6	997	343
Spécialiste des affaires sociales	3	241	69
Assistant (sciences sociales)	1	156	37
Chargé d'études et analyses	7	652	97
Représentant spécial du Secrétaire général	1	371	249
Porte-parole	1	71	23
Statisticien	1	181	12
Assistant statisticien	1	33	8
Assistant (coopération technique)	1	91	22
Commis à la coopération technique	1	248	27
Fonctionnaire des services techniques	1	161	67
Technicien	2	1 057	159

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^b</i>
Spécialiste des questions relatives aux sociétés transnationales	1	181	52
Total partiel	163	24 311	6 571
Secteur administratif			
Comptable	1	75	20
Aide comptable	2	690	91
Assistant d'administration	9	1 528	255
Commis à l'administration	1	181	20
Fonctionnaire d'administration	8	1 570	496
Consultant	3	143	28
Assistant archiviste	1	361	86
Opérateur d'assembleuse-relieuse	4	528	68
Assistant (indemnités et prestations)	4	1 165	168
Spécialiste des indemnités et prestations	1	194	86
Assistant (budget)	1	137	35
Assistant (entretien des bâtiments)	1	144	33
Commis	9	1 483	277
Commis lecteur	1	143	33
Commis dactylographe	1	269	62
Assistant informaticien	1	204	45
Assistant (systèmes informatiques)	1	58	15
Opérateur chargé de la saisie des données	1	180	5
Secrétaire exécutif adjoint	1	153	26
Assistant (documentation)	5	337	84
Commis à la documentation	7	642	148
Rédacteur	2	93	16
Assistant (finances)	2	145	26
Fonctionnaire des finances	1	318	102
Assistant (ressources humaines)	1	114	29
Administrateur (ressources humaines)	9	2 350	760
Assistant (fournitures et stocks)	1	120	29
Juriste adjoint	2	201	41
Juriste	1	644	251
Attaché de liaison	1	16	7
Aide bibliothécaire	2	260	63
Mécanicien	1	460	59
Assistant au service des séances	9	1 115	272
Commis au service des séances	2	261	59
Commis aux états de paie	1	46	12

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^b</i>
Assistant personnel	4	369	61
Assistant d'administration du personnel	1	60	12
Spécialiste des travaux d'impression	1	139	41
Opérateur de presse	6	1 146	147
Assistant (achats)	1	16	4
Commis aux achats	1	164	37
Fonctionnaire chargé des achats	1	388	88
Spécialiste de l'exécution des programmes	4	186	33
Assistant (programmation)	1	5	1
Spécialiste de l'administration publique	1	174	33
Réalisateur radio	1	35	2
Fonctionnaire chargé du recrutement	1	289	62
Réparateur	1	87	10
Secrétaire	48	6 493	1 118
Garde	3	452	73
Agent de sécurité	3	441	91
Chargé d'études et analyses	1	30	10
Spécialiste de la formation et du perfectionnement du personnel	1	693	148
Superviseur	2	62	15
Standardiste	1	181	7
Non spécifié	2	212	49
Assistant (voyages)	1	132	33
Total partiel	184	28 082	5 880
Autres fonctions			
Services consultatifs	14	955	220
Sous-secrétaire général	1	181	22
Chef	7	565	167
Chef de service (« branch »)	3	58	10
Chef de division	1	121	8
Chef de section	5	533	164
Chef de service	3	431	26
Chef de groupe	2	63	18
Coordonnateur	2	155	37
Directeur adjoint	5	410	118
Directeur	6	1 332	509
Directeur de centre d'information	1	268	86
Rédacteur	4	263	39
Chauffeur	1	6	–

<i>Fonction</i>	<i>Nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^b</i>
Contremaître	1	90	17
Responsable d'unité administrative	1	28	1
Chargé de cours	2	41	11
Commis de bibliothèque	1	29	2
Conseiller militaire	1	61	16
Commis aux services d'impression	1	210	7
Spécialiste de l'évaluation de programme	3	187	80
Spécialiste de l'exécution des programmes	16	1 084	254
Spécialiste de la planification des programmes	1	31	27
Programmeur	1	129	22
Analyste-programmeur	1	30	1
Assistant d'information	3	491	42
Chargé d'études et analyses	4	705	49
Non spécifié	13	2 632	743
Fonctionnaire chargé de la formation	1	20	9
Secrétaire général adjoint	1	13	11
Total partiel	106	11 122	2 714
Total	700	99 201	26 937

^a Le nombre total de retraités engagés pendant la période (700) diffère du total de référence (620) parce que 80 retraités ont exercé plusieurs fonctions.

^b En milliers de dollars.

Tableau 6
Retraités rengagés en 2002-2003, par groupe d'âge

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Pourcentage du nombre de retraités rengagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^a</i>
55-59 ans	16,6	18 091	4 629
60-69 ans	78,9	77 228	21 120
70-74 ans	3,3	3 338	981
75-79 ans	1,0	405	153
80 ans et plus	0,2	139	55
Total	100,0	99 201	26 937

^a En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 7
Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par type d'engagement

Type d'engagement	Nombre d'anciens fonctionnaires engagés ^a			Nombre de jours de travail			Total des rémunérations ^b		
	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
Engagement de durée déterminée	7	6	11	2 219	1 309	3 528	427	361	787
Engagement de durée intermédiaire	1	–	1	578	–	578	226	–	226
Engagement de durée limitée	7	2	9	2 041	333	2 374	594	107	701
Engagement de courte durée	18	24	26	2 385	2 862	5 247	688	807	1 495
Contrat de consultant ^c	8	10	12	1 021	1 076	2 097	248	309	557
Contrat de vacataire ^c	1	4	4	88	411	499	18	59	77
Total	42	46	63	8 332	5 991	14 323	2 201	1 643	3 844

^a Le nombre des personnes engagées pendant la période biennale (63) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (88) parce que les anciens fonctionnaires engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et le total de référence (57) tient à ce que 6 personnes ont été engagées plusieurs fois.

^b En milliers de dollars des États-Unis.

^c Contrats de louage de services.

Tableau 8
Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par niveau/catégorie

Niveau/catégorie	Nombre d'anciens fonctionnaires engagés ^a			Nombre de jours de travail			Total des rémunérations ^b		
	2002	2003	2000-2003	2002	2003	2002-2003	2002	2003	2002-2003
Service mobile et services généraux	14	10	16	3 102	1 325	4 427	554	273	827
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	19	22	29	4 121	3 179	7 300	1 381	1 002	2 383
Consultant/vacataire	9	13	15	1 109	1 487	2 596	266	368	634
Total	42	45	60	8 332	5 991	14 323	2 201	1 643	3 844

^a Le nombre des personnes engagées pendant la période biennale (60) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (87) parce que les anciens fonctionnaires engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et le total de référence (57) tient à ce que 3 personnes ont été engagées dans plus d'une catégorie.

^b En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 9
Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par entité

Entité ^a	Nombre d'anciens fonctionnaires rengagés ^b			Nombre de jours de travail			Total des rémunérations ^c		
	2002	2003	2002- 2003	2002	2003	2002- 2003	2002	2003	2002- 2003
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	10	13	14	1 212	1 910	3 122	347	564	911
Département des opérations de maintien de la paix/Bureau de l'appui aux missions	7	5	11	2 069	680	2 749	598	233	831
Département de l'information	4	5	5	1 017	906	1 923	266	226	492
ONUG	3	4	4	497	673	1 170	122	156	278
CESAP	2	1	3	599	2	601	229	1	230
Département des affaires économiques et sociales	2	3	3	300	277	577	127	100	227
Département des opérations de maintien de la paix	2	2	4	484	110	594	124	55	179
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	2	2	2	373	171	544	82	67	149
Département de la gestion ^d	2	2	3	868	148	1 016	100	42	143
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	1	–	1	630	–	630	77	–	77
Bureau des services centraux d'appui	1	2	2	238	148	386	24	42	66
COCOVINU	2	1	2	281	58	339	83	24	107
Département des affaires politiques	1	2	2	56	242	298	20	74	94
CEPALC	1	2	2	267	479	746	33	46	79
Département des affaires de désarmement	1	1	1	121	90	211	31	16	47
ONUN	1	1	1	88	82	170	18	15	33
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	1	1	1	63	30	93	11	5	16
Services interinstitutions	–	1	1	–	30	30	–	10	10
ONUDI	1	–	1	37	–	37	8	–	8
CNUCED	–	1	1	–	90	90	–	6	6
UNITAR	–	1	1	–	13	13	–	4	4
Total	42	48	62	8 332	5 991	14 323	2 201	1 643	3 844

^a Voir liste des abréviations à la fin de l'annexe.

^b Le nombre total d'anciens fonctionnaires engagés pendant la période biennale (62) est inférieur à la somme des chiffres de 2002 et 2003 (90) parce que les anciens fonctionnaires engagés à la fois en 2002 et 2003 ne sont comptés qu'une fois dans le total pour la période biennale. La différence entre le total pour la période biennale et le total de référence (57) tient à ce que 5 personnes ont été engagées dans plus d'une entité au cours de la période biennale.

^c En milliers de dollars des États-Unis.

^d Totaux pour les deux bureaux concernés du Département.

Tableau 10
**Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ
 au titre de la liquidation des droits, par nationalité et par sexe, 2002-2003**

A. Tous secteurs

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'anciens fonctionnaires rengagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	Total des rémunérations^a
États-Unis	21	38	5 059	1 317
Royaume-Uni	4	50	1 367	288
Fédération de Russie	4	–	663	266
Malaisie	1	–	578	226
France	3	33	804	202
Australie	2	50	806	192
Ghana	1	–	454	146
Suède	2	–	404	145
Sénégal	1	–	272	121
Espagne	1	100	544	117
Argentine	1	100	254	106
Danemark	1	–	220	97
Colombie	1	100	263	97
Belgique	1	100	455	90
Philippines	1	–	391	77
Chili	1	–	628	75
Zimbabwe	1	–	133	68
Serbie-et-Monténégro	1	100	211	47
Maurice	1	–	178	40
Canada	3	33	105	35
Jordanie	1	–	203	33
Allemagne	1	–	90	29
Sainte-Lucie	1	100	93	16
Cameroun	1	–	30	10
Trinité-et-Tobago	1	100	118	4
Total	57	35	14 323	3 844

^a En milliers de dollars des États-Unis.

B. Services linguistiques et services connexes

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'anciens fonctionnaires rengagés</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	Total des rémunérations^a
Fédération de Russie	4	–	663	266
Royaume-Uni	1	100	547	159
France	2	50	405	120
Espagne	1	100	544	117
Argentine	1	100	254	106
Colombie	1	100	263	97
États-Unis	2	50	408	91
Jordanie	1	–	203	33
Canada	1	100	42	7
Total	14	50	3 329	995

^a En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 11

Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par fonction, 2002-2003

<i>Fonction</i>	<i>Nombre d'anciens fonctionnaires rengagés^a</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations et traitements^b</i>
Services linguistiques et services connexes			
Éditeur	2	950	278
Commis d'édition	2	245	40
Réviseur	6	1 096	438
Commis (traitement de texte)	1	544	117
Traducteur	1	86	32
Rédacteur de procès-verbaux	2	408	91
Total partiel	14	3 329	995

Affaires politiques, affaires économiques et sociales, environnement, affaires humanitaires, services consultatifs et assistance technique

Conseiller	1	394	86
Services consultatifs	3	361	144
Spécialiste des affaires civiles	2	544	175
Rédacteur	1	75	8
Spécialiste de l'énergie	1	21	4
Expert	1	134	56
Fonctionnaire de l'information	4	1 580	394

<i>Fonction</i>	<i>Nombre d'anciens fonctionnaires rengagés^a</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations et traitements^b</i>
Conseiller interrégional	1	13	4
Commissaire de police	1	220	97
Spécialiste des questions politiques	1	211	47
Démographe	1	343	112
Attaché de presse	1	200	65
Spécialiste de l'évaluation des programmes	1	60	8
Spécialiste de la planification des programmes	1	181	18
Réalisateur radio	1	93	25
Conseiller régional	1	578	226
Chercheur	1	30	10
Administrateur hors classe	1	195	63
Chargé d'études et analyses	2	342	39
Porte-parole	1	71	23
Fonctionnaire des services techniques	1	161	67
Technicien	1	391	77
Total partiel	29	6 198	1 747
Secteur administratif			
Aide comptable	1	630	77
Assistant d'administration	1	178	40
Fonctionnaire d'administration	1	60	22
Opérateur d'assembleuse-relieuse	1	166	21
Commis	2	596	106
Commis-lecteur	1	143	33
Rédacteur	1	63	11
Assistant (stocks et fournitures)	1	120	29
Attaché de liaison	1	16	7
Fonctionnaire chargé du recrutement	1	289	62
Réparateur	1	87	10
Secrétaire	5	787	142
Agent de sécurité	1	399	82
Total partiel	18	3 534	642
Autres fonctions			
Services consultatifs	1	133	68
Conseiller militaire	1	61	16
Spécialiste de l'évaluation des programmes	2	110	55
Spécialiste de l'exécution des programmes	1	237	79

<i>Fonction</i>	<i>Nombre d'anciens fonctionnaires engagés^a</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations et traitements^b</i>
Non spécifié	3	721	243
Total partiel	8	1 262	459
Total	69	14 323	3 844

^a Le nombre total d'anciens fonctionnaires engagés pendant la période (69) diffère du total de référence (57) parce que 12 anciens fonctionnaires ont exercé plusieurs fonctions.

^b En milliers de dollars des États-Unis.

Tableau 12

Emploi d'anciens fonctionnaires ayant reçu le versement de départ au titre de la liquidation des droits, par groupe d'âge, 2002-2003

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Pourcentage du nombre total d'anciens fonctionnaires engagés</i>	<i>Nombre de jours de travail</i>	<i>Total des rémunérations^a</i>
55-59 ans	56,9	8 213	2 243
60-69 ans	39,7	5 420	1 501
70-74 ans	3,4	690	99
Total	100,0	14 323	3 844

^a En milliers de dollars des États-Unis.

Abréviations employées dans les tableaux

BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COCOVINU	Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
